

Giscard et les aléas de la "modernité"

Posté le : 4 décembre 2020 20:00 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Cycles et conjoncture, Crise systémique, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Réforme, Economie et politique

L'actualité des présidents de la 5ème République est plutôt chargée, ces derniers temps. Le livre de Michel Onfray comparant De Gaulle et Mitterrand, est venu s'ajouter aux mémoires de Sarkozy qui elles-mêmes suivaient un texte de Hollande. La gouvernance ridicule de Macron ne pouvait pas ne pas être commentée et voilà que Giscard décède, quarante ans après l'échec de sa tentative de réélection.

Pour ceux qui ont connu la période de son septennat, ce qui est raconté dans les médias ne recoupe pas vraiment leur expérience. Il faut dire que les commentateurs n'étaient généralement pas nés ou à peine nés à cette époque. Ils expriment l'espèce de fond de sauce des on-dit et des images qui flottent à la surface de la mémoire collective, en général en rapport avec les préoccupations du moment, pas toujours avec les réalités d'hier.

L'enterrement est le seul moment où on ne s'appartient pas ! Comme dit la sagesse populaire, « il ne faut pas assister à ses obsèques, on a l'impression qu'on enterre quelqu'un d'autre ».

Un président disposant d'autant de pouvoirs que le Président français dans un pays encore souverain doit être jugé sur son impact sur le destin national. Bien sûr il est parfois très difficile de distinguer ce que l'époque a imposé et ce que l'action menée avait d'original, de même qu'on ne sait dire si Giscard est mort avec le covid ou du covid. La presse multipliant les commentaires sur les problèmes sociétaux, nous nous concentrerons sur les questions nationales graves.

1- La démographie :

Après la pilule, mise en place dans les derniers moments de l'action du Général de Gaulle, la réclamation féministe portait sur l'avortement. Giscard cède et accepte qu'on finance à 100% une destruction d'embryons censée être réservée à quelques cas et qui devient rapidement, planning familial aidant, un moyen de contraception comme les autres. La politique nataliste est abandonnée. L'institution du mariage devient facile à défaire. La famille ne fait plus l'objet d'un discours politique. La femme au foyer est brocardée. Giscard, dans la foulée de Mai 68, lâche tout. L'individu est tout. L'homme peut tromper sa femme sans conséquences. La femme est libre de son corps. On fera les comptes à l'heure du laitier. Michel Debré éructe. Les démographes sous son septennat se mettent à mentir. Ils ne cesseront plus. La natalité de la population native s'effondre. Les résultats sont interdits à la collecte comme à la diffusion. Mais, les estimations qui restent possibles permettent de penser que le nombre des morts dépasse aujourd'hui celui des naissances dans ce segment. La population, disons issue des familles qui étaient en France en 1890, diminue désormais chaque année et la bascule a dû se produire au début de ce siècle. Rappelons à ceux qui en doutent que près de 800.000 enfants naissaient à l'époque où la population était de 44.000.000. Avec 66.000.000 nous devrions voir en voir naître 1.300.000. On compte moins de 450.000 naissances blanches. 230.000 avortements sont exécutés chaque année et 75% des mariages finissent dissous dans les grandes villes. La famille est largement détruite et le trou démographique autochtone désormais sans fond.

Là-dessus Giscard décide de créer le regroupement familial pour les étrangers travaillant en France ou venant à s'y trouver. Il transforme une immigration de travail, largement masculine et alternante, en immigration massive de peuplement, des centaines de milliers de familles africaines et nord-africaines s'installant en France et provoquant aussitôt de grosses difficultés. Le PS exploite la situation avec « touche pas à mon pote », la marche des beurs, le soutien aux réclamations islamistes, dès la fin des années 70 ! Le mouvement a été si brutal que Barre tente de l'arrêter. Le Conseil d'Etat s'en mêle et interdit qu'on mette fin au regroupement familial. Il faut dire que c'est Giscard qui a institutionnalisé la glorification de l'individu par rapport à la collectivité.

Du coup nous vivons actuellement de facto le « grand remplacement » des populations indigènes par des populations venant d'Afrique, avec des zones de plus en plus nombreuses et de plus en plus larges où les populations d'origine indo-européenne ne représentent plus que 5 à 10% des effectifs d'écoliers. Giscard avait pour l'Afrique et ses différents gibiers une dilection qui ne s'est jamais démentie...

2- La fiscalité.

La plupart des Français, y compris des commentateurs chevronnés, ne le savent pas, mais le Général de Gaulle a mené inlassablement une lutte contre le ministre des finances Giscard pour éviter le dérapage de la pression fiscale. De Gaulle voulait que la pression fiscale reste inférieure à 32% du PIB, alors qu'il la voyait dériver au-dessus de 35%. Il n'a reçu de la part de Pompidou qu'un soutien modeste. Les recettes montaient plus vite que la croissance qui était forte, compte tenu du caractère progressif global du système fiscal. Il aurait fallu rendre la plus-value artificielle. La facilité commandait de l'utiliser à toutes fins notamment électoralistes. C'était la théorie de Giscard qui considérait de plus que la « modernisation fiscale » devrait s'accompagner d'une aggravation fiscale. Toute son action comme ministre des finances sera de créer ou d'aggraver des impôts. Son septennat sera un d'abord un septennat fiscal, avec la généralisation de la TVA, l'impôt sur les plus-values, mille mesures de détail aggravant la situation de nombreuses professions, notamment les grandes professions libérales comme les chirurgiens et les architectes. Il supprime les cadeaux d'entreprise qui était un des bonheurs des métiers du bâtiment. Comme disait Edgar Faure, « Giscard n'aime pas l'argent des autres ». Il était d'ailleurs connu pour envoyer les contrôleurs du fisc à ses ennemis et... à ses hôtes quand ils avaient stimulé son envie. On oublie de relever qu'en 1978, il travaillait sur un impôt sur la grande fortune...

Aujourd'hui, nous sommes quasiment le premier pays au monde pour la dette, les dépenses publiques et la fiscalité. Sur ce sujet comme sur celui de la dénatalité, et de l'immigration submersive, nous sommes les enfants de Giscard.

3- Le système monétaire international

Les abus américains dans les années soixante mettent en porte à faux le système monétaire international créé à leur demande à Bretton Woods en juillet 1944. L'arrivée de Kennedy et de son goût pour les dépenses intérieures et extérieures font vaciller le dollar qui est la base du système de changes fixes mais ajustables par consentement mutuel qui a accompagné les trente glorieuses et qui n'est pas pour rien dans ce succès historique. En 1971 les Etats-Unis imposent le cours forcé du

dollar et un système de changes flottants. Il n'est censé être que temporaire. Dès 73, avec l'accord de Giscard, il commence à être pérennisé. C'est l'époque où on considère que les changes flottants ne sont pas graves s'il n'y a pas d'inflation et que pour cela, il suffit de rendre autonome les banques centrales et leur interdire de prêter directement aux Etats. L'Etat français au lieu d'être financé à taux zéro, commence à s'endetter et à voir la charge de la dette prendre une part notable dans la dépense publique. Tout à sa « modernité » affiché, Giscard croit être dans le coup du nouveau cours des choses. La crise de 73-74 le prend par surprise. Il n'a pas compris que les relances en régime de changes flottants ne fonctionnent pas. Celle qu'il impose en 75 s'effondre. Il faut d'urgence appeler Raymond Barre. On entre dans la politique de compression et d'étouffement budgétaire. Il va, en 1976, à Kingston, signer les désastreux Accords de la Jamaïque qui instituent définitivement les changes flottants qui entraîneront une suite ininterrompue de récessions mondiales avec l'apothéoses de 2008. On le voit faire des effets de maillot de bains avantageux au bord de la piscine. Quelle modernité, en ligne avec le café aux éboueurs, les diners au peuple, le ski à Courch', le fouteuballe à Chamalières et l'accordéon avec ou sans Yvette Horner ! On voit naître le mélange si typique de notre époque de décisions dramatiques pour le destin national et d'habillage par une com' infantilisante et narcissique.

Nous en sommes encore là.

4- La fin de la souveraineté française

Lorsque les historiens se pencheront sur les cinquante ans qui vont de 1974 à 2022, ils seront sans doute sidérés de constater que les présidents qui se sont succédé avec des pouvoirs immenses et un pays fort d'une histoire riche et parfois glorieuse, ont tous cherché à réduire structurellement la souveraineté du pays que la nation leur a confiée. Giscard croyait vraiment que la France, comme la nation, comme l'or, comme le Franc, comme de Gaulle, comme le natalisme, comme le mariage à vie, c'était « ringard ». La « modernité » devait faire fi de ces vieilleries et extirper ces oripeaux.

Ces écrits postérieurs puis son action en faveur d'un « constitution » européenne prouveront assez qu'il considérait que l'Europe devait purement et simplement se substituer aux Etats Nations, que le Franc devait disparaître, que la zone devait être dirigée par le « couple franco-allemand », que les institutions devaient être sur le modèle américain avec le même rôle pour les institutions juridiques, le même politiquement correct vis-à-vis des minorités, etc.

Il a fait élire les députés européens au suffrage universel, donnant au Parlement Européen supranational la primauté sur le parlement national, chargé de « transcrire les ordonnances européennes dans le droit national », une tâche exaltante. Ces élections n'ont strictement aucun sens. Personne ne sait pour quoi il vote et se contente de choisir des étiquettes. Demandez autour de vous : vous venez de voter pour le PE ; qu'est-ce qu'a fait votre merveilleux élu ? Heu, heu ! Ne répondez pas tous à la fois ! Il a tout fait pour préparer une monnaie européenne. Ne jamais oublier que Barre est celui qui a été chargé de définir la méthode pour aboutir à l'Union Monétaire Européenne. Mitterrand ne fera que reprendre le bâton européen là où il gisait au départ de Giscard.

5- L'Enarchie compassionnelle

Avec le couple Giscard-Chirac s'installe « l'énarchie compassionnelle », c'est-à-dire une

organisation politique où des hauts fonctionnaires d'idéologie très similaire prennent le pouvoir, tout le pouvoir. Giscard symbolise à lui tout seul l'usurpation de la démocratie par une certaine partie de « l'élite » qui cumule mariage d'argent, recherche plus ou moins pitoyable de noblesse et caution donnée par les grands corps. Il est le seul à être entré à Polytechnique et à l'Ena sans passer par les examens difficiles classiques mais par des petites portes très spéciales liées aux circonstances et connues d'un très petit nombre d'initiés.

Avec Giscard, l'Enarchie s'empare de presque tous les leviers de commande. L'administration et la bureaucratie explosent. C'est le début de l'effondrement du système médical français avec la destruction du pouvoir médical et la prolétarianisation des « mandarins » qui ne cessera plus. Si nous en sommes à 16.000 fonctionnaires femmes de catégorie A au ministère de la santé et dans les ARS, c'est d'abord au mouvement créé par Giscard qu'on le doit. Il ne s'arrêtera plus. Il importe de rappeler que le Premier ministre que Giscard aurait appelé s'il avait été réélu était ... Rocard et la deuxième gauche et que la première mesure qui aurait été prise aurait été de créer un impôt sur les grandes fortunes. On assiste avec Macron et ses premiers ministres énarques de seconde zone au triomphe final de ces conceptions délétères. Macron c'est un Giscard en plus caricatural et en plus limité, sans souveraineté et asphyxié par le politiquement correct américain. Avec les mêmes résultats désastreux.

6- La destruction de l'école

Giscard nomme René Haby à l'éducation nationale où il restera sept ans façonnant le ministère à sa volonté. Il a été responsable de la pédagogie au début des années soixante. C'est un homme du sérail qui lui a fait allégeance, ce qui est rare à « l'Edunat ». Il compte sur lui pour moderniser les structures très élitistes du système scolaire français et lui obtenir la neutralité politique des syndicats « d'enseignants », ce magma de plus en plus féminisé qui a pris le relais du monde des professeurs. A l'époque les Français se regroupent en deux classes très marquées : ceux qui ont au mieux le certif et les autres ; 85% d'une classe d'âge d'un côté et 15 de l'autre. Ceux qui ont le certif savent compter lire et écrire. L'orthographe est là. Impossible de faire carrière au lycée sans orthographe. Mais le sursaut démographique a provoqué une démocratisation qui n'a pas été vue. Au moment où l'examen de sixième, terreur des parents bourgeois, est supprimé, déjà 55% d'une classe d'âge entre en sixième, le mouvement étant souvent freiné par l'inexistence de collèges et de lycées à proximité. La Cinquième République va investir à mort dans l'équipement scolaire et accompagner le mouvement. Mai 1968 et la révolte des étudiants seront très mal vécus, en fait comme une injustice, par tous ceux qui ont mis tellement d'effort national sur l'enseignement. Le drame c'est qu'à partir de 1968, l'action quantitative, mais qui garde une certaine rigueur qualitative, sombre dans le laxisme et les idées fausses. La loi Haby met fin à la rigueur et au nom de la démocratisation, qui avait lieu en silence, on va engorger le système de gens qui n'avaient rien à y faire et finalement détruire le système. L'orthographe (fasciste et censé reproduire la domination bourgeoise) sombre à une vitesse incroyable. Dès 1978 la direction de Sciences-po demande aux Maîtres de conférences de ne plus tenir compte de l'orthographe dans la notation ! On sait où l'on est aujourd'hui. Plus personne ne nie l'effondrement.

Le but de cet article n'est pas de faire un bilan détaillé de l'action politique de Giscard. Dans sa volonté de « modernisation » il a pris de nombreuses mesures heureuses : la suppression de l'Ortf, la fin de la radiale Vercingétorix à Paris, les lois Scrivener de défense du consommateur, diverses libéralisations, la fin du contrôle des prix (inflationniste) etc. En sept ans on ne fait pas que des sottises. Giscard n'avait pas de mauvaises intentions et se sentait idéologiquement libre, le « libéralisme avancé » ne prescrivant rien de précis. Ses successeurs ont largement mis leurs sabots

dans la trace de ses escarpins.

Mais, au moment où l'hagiographie s'exalte, il n'est pas mauvais de rappeler que six des grandes tares qui ont mis la France par terre se sont développées sous Giscard et par la volonté de Giscard. Il a ouvert la porte à des mouvements funestes pour la nation et au nihilisme où se vautre complaisamment quarante ans plus tard son arrière-petit-fils spirituel, Emmanuel Macron. En 1974, on pouvait avoir des illusions sur ce qui se situait derrière la porte qui portait le panneau « modernité ». Aujourd'hui cet aveuglement est sans excuses.

Pour beaucoup la messe est dite. Il sera extrêmement difficile d'en sortir et les nœuds gordiens sont serrés à bloc. Il n'est pas du tout sûr que le pays trouve encore l'énergie de les trancher. Ce d'autant plus que le quinquennat a beaucoup affaibli le rôle présidentiel, devenu celui d'un sous-secrétariat à la population. Chirac l'a accepté, Jospin l'a mis en place, mais c'est Giscard qui l'a voulu. Encore lui !

Et encore une erreur !